

* * * * *

ARRETE MODIFIANT TEMPORAIREMENT

**L'ARRETE DE POLICE A L'INTERIEUR
DES LIMITES ADMINISTRATIVES
DU PORT DE CAEN-OUISTREHAM**

« Réglementation temporaire de la circulation ainsi que des trafics piétonnier et cycliste – quai Charcot et place du général De Gaulle - OUISTREHAM – Le Marathon de la Liberté – épreuves du relais et du marathon – édition 2024 »

Le Président du Syndicat Mixte Ouvert Ports de Normandie

VU le code général des collectivités territoriales ;
VU le code des transports ;
VU le code de la route ;
VU le code de l'environnement ;
VU l'instruction ministérielle sur la signalisation routière du 24 novembre 1967 modifiée ;
VU la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;
VU les conventions de transfert en date des 29 et 30 décembre 2006 portant application des articles 30 et 104 de la loi de décentralisation n°2004-809 du 13 août 2004, relatif aux modalités de mise en œuvre du transfert de compétence et de propriété des ports de Dieppe, de Cherbourg et de Caen-Ouistreham ;
VU l'arrêté préfectoral portant adhésion du syndicat mixte du port de Dieppe au syndicat mixte des ports de Caen-Ouistreham et de Cherbourg ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 21 février 1968 réglementant la circulation sur les routes, allées de desserte et terre-pleins du Port de Caen-Ouistreham ;
VU l'arrêté n°2021-066 en date du 31 août 2021, portant délégation de signature du Président du Syndicat Mixte Ports de Normandie ;
VU l'organisation de la manifestation le « Marathon de la Liberté » du 31 mai au 2 juin 2024 ;
VU la demande de l'association « Le Marathon de la Liberté » (organisateur) en date du 15 mai 2024, de reprendre le même dispositif qu'en 2023, en particulier de pouvoir circuler sur les voies portuaires, réservées en temps normal aux usagers du port ;
CONSIDERANT le passage des coureurs lors des épreuves « Relais » et « Marathon » du « Marathon de la Liberté » le dimanche 2 juin 2024 sur le domaine public maritime, sur la commune de Ouistreham ;
CONSIDERANT que pour permettre l'organisation de la manifestation, il est nécessaire d'interdire temporairement la circulation ainsi que les trafics piétonnier et cycliste sur la place du général De Gaulle et sur le quai Charcot à Ouistreham.

ARRETE

Article 1 : La place du général De Gaulle et le quai Charcot à Ouistreham seront temporairement fermés à la circulation ainsi qu'aux trafics piétonnier et cycliste le 2 juin 2024 afin de permettre le passage des coureurs lors des différentes épreuves.

Article 2 : Les véhicules du comité d'organisation du « Marathon de la Liberté », les véhicules chargés des navettes des coureurs (véhicules mis à disposition par les compagnies de transport public TWISTO et TRANSDEV) ainsi que les véhicules des services de secours seront autorisés à emprunter les voies portuaires pendant la durée des deux épreuves de la manifestation, le 2 juin 2024.

Article 3 : Une signalisation adéquate et des barrières de sécurité seront mises en place par les services techniques de la commune de Ouistreham pendant la manifestation afin de garantir la sécurité des usagers, y compris pour les piétons et les cyclistes, conformément à la réglementation en vigueur. La signalisation doit toujours être adaptée, cohérente, crédible, lisible et entretenue.

Une **déviatio**n sera mise en place par les équipes techniques de la commune de Ouistreham.

La pose, la dépose et la maintenance de la signalisation ainsi que des barrières de sécurité seront à la charge des services techniques de la commune de Ouistreham.

En cas d'urgence ou pour tout motif impérieux, un passage devra être laissé aux véhicules et aux agents de Ports de Normandie, de la Capitainerie du port de Caen-Ouistreham, des forces de l'ordre, des services de secours et des agents municipaux.

Article 4 : Il est également précisé que :

- Pendant le déroulement de la manifestation, l'organisateur devra permettre la bonne réalisation des activités portuaires, et notamment permettre le passage des camions de livraison au sein des voies portuaires réservées et permettre aux professionnels de la pêche l'accès à la zone de pêche à Ouistreham (quai Charcot) ;
- Après la manifestation, l'organisateur est tenu de procéder à la remise en état des lieux.

Article 5 : Le Syndicat Mixte Ouvert Ports de Normandie décline toute responsabilité quant aux dommages causés aux biens et aux personnes, qui pourraient être occasionnés lors de la circulation et/ou lors du cheminement sur le domaine public maritime et notamment ceux résultant de l'état de la chaussée.

Article 6 : Les dispositions visées aux articles précédents seront portées à la connaissance des usagers par la signalisation réglementaire.

Article 7 : Toutes infractions aux dispositions énoncées aux articles précédents seront constatées et poursuivies conformément aux lois et aux règlements en vigueur.

Article 8 : Monsieur le Directeur Général du Syndicat Mixte Ouvert Ports de Normandie, Monsieur le Maire de Ouistreham et Monsieur le Président du Comité d'Organisation du Marathon de la Liberté sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 9 : Une ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Président du Comité d'Organisation « Le Marathon de la Liberté » pour exécution et affichage ;
- Monsieur le Maire de Ouistreham pour exécution et affichage ;
- Monsieur le Président du Conseil Départemental du Calvados pour information et affichage ;
- Monsieur le Président de la Communauté Urbaine Caen la Mer ;
- Monsieur le Préfet du Calvados ;
- La Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Calvados ;
- Monsieur le Commandant du Service Départemental d'Incendie et de Secours du Calvados ;
- Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie du Calvados ;
- Monsieur le Commandant du Port de Caen-Ouistreham ;
- Monsieur le Directeur des Equipements Portuaires de la CCI Caen Normandie ;
- L'Agence Routière Départementale ;
- Les compagnies de transport public TWISTO et TRANSDEV ;
- La compagnie de transport maritime BRITTANY FERRIES.

Saint-Contest, le 24 mai 2024

**Pour le Président du Syndicat Mixte
et par délégation
Le Directeur Général**

Philippe DEISS

Affiché le :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Caen dans le délai de 2 mois à compter de son caractère exécutoire. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.